



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2684  
10 janvier 2020  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**Face à un gouvernement  
qui veut imposer sa réforme,  
la force  
des travailleurs,  
c'est la grève!**



**LEUR SOCIÉTÉ**

Nouvel an: les baisses ne compensent pas les hausses 4

Prime Macron: pour ne pas augmenter les salaires 4

CDD multireplacement: la précarité légalisée 4

Cotisations des hauts cadres: le patronat rafle la mise 5

Légion d'honneur 2020: encore une cuvée patronale 5

Évasion: Ghosn estampe la justice japonaise 5

Auchan: mille emplois menacés 11

Huile de palme: un seul carburant, le profit 11

Impôts locaux: baisses en trompe-l'œil et hausses réelles 11

Le fléau des féminicides 11

Meurtre de Villejuif: le terrorisme à tout propos 12

Finance: des sommets vertigineux au prochain krach 12

Publicités Alliance Vita: les réactionnaires à l'affiche 12

**DANS LE MOUVEMENT**

SNCF: les grévistes maintiennent la pression 6

La manifestation à Paris 6

Une descente de la Canebière à Marseille 6

Échos de la grève 7

Solidarité avec un gréviste mis en garde à vue 7

RATP: la grève repart à la rentrée 8

Le point dans les dépôts et terminus 8/9

Éducation nationale: « Bonne année, bonne santé... et joyeuse grève! » 9

Fonctionnaires: le gouvernement s'attaque à ses salariés 9

**ENTREPRISES**

Hôpitaux de Paris: Hirsch jette de l'huile sur le feu 10

Chronopost - Alfortville: 26 travailleurs sans papiers régularisés 10

Régularisation: le parcours du combattant 10

Carrefour Market: une fin d'année combative et joyeuse 10

**DANS LE MONDE**

Argentine: l'économie au bord de la faillite 13

Le brillant enseignant était un ex-tortionnaire 13

Moyen-Orient: Trump l'incendiaire 15

Australie: face aux incendies, l'irresponsabilité du pouvoir 16

La faillite d'un système 16

**IL Y A 50 ANS**

Italie: l'attentat de Piazza Fontana, massacre d'État 14

# Contre la réforme des retraites, le combat continue!

« Cela ne peut plus durer », s'impatiente le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Le secrétaire d'État aux Transports, Djebbari, perd ses nerfs et envoie les CRS contre les piquets de grève. Le gouvernement a du mal à cacher son exaspération face à la mobilisation qui se poursuit. Il avait misé sur l'effritement de la grève à la SNCF et à la RATP, et sur le retournement de l'opinion publique. Peine perdue, la grève tient bon et elle reste populaire.

Les travailleurs ont toutes les raisons de rester mobilisés, car le gouvernement se cramponne à sa réforme. Tous les reculs programmés sont maintenus: la retraite par points, l'âge pivot à 64 ans, la restriction des droits aux pensions de réversion... Le gouvernement dit qu'il pourrait mieux prendre en compte la pénibilité, une ren-gaine entonnée à chaque réforme des retraites, telle la cuillerée de confiture destinée à faire avaler la pilule amère. Mais c'est ce même gouvernement qui a supprimé en 2017 les postures pénibles ou les vibrations mécaniques comme critères donnant droit à une retraite anticipée, critères qu'il refuse toujours de prendre en compte. Si la réforme Macron s'applique, les ouvriers du bâtiment et des travaux publics, les égoutiers ou encore les déménageurs, usés à 50 ans, devront, pour avoir une retraite à taux plein, attendre d'en avoir 64! « *Métro, boulot, caveau, non merci!* », scandent justement les manifestants.

Comme l'ont parfaitement compris les centaines de milliers de travailleurs qui se sont mobilisés, cette réforme va retarder l'âge de départ à la retraite et diminuer les pensions.

Macron parle, dans ses vœux, d'une réforme qui assure la « solidarité entre générations ». Mais il demande aux grévistes d'accepter que la retraite de leurs enfants soit sacrifiée!

Alors que le gouvernement répète comme un perroquet que le nouveau régime sera « universel », il multiplie les concessions à certaines professions. C'est l'aveu qu'il craint le mouvement, et cela doit encourager à continuer la lutte.

Il a reporté d'autres attaques contre les classes populaires, comme la baisse des APL, et une loi destinée à faciliter l'ouverture des commerces jusqu'à minuit. Ces reports sont à mettre au

crédit du mouvement, et l'avenir de ces mesures dépend de l'issue de la lutte sur les retraites.

Pour toutes ces raisons, nombre de travailleurs sont déterminés à assumer l'épreuve de force le temps qu'il faudra. Ce mouvement exprime bien plus qu'une simple opposition à la réforme des retraites. Il affirme les intérêts des travailleurs, une classe sociale qui n'en peut plus de subir la loi de la minorité capitaliste.

Les travailleurs mobilisés sont fiers de représenter les intérêts de ceux qui font tout tourner dans la société. Ils ne supportent plus que leurs droits et leur existence soient sacrifiés à la rapacité des capitalistes. Ces derniers sont repus, à l'image du financier BlackRock. Son patron pour la France, Jean-François Cirelli, qui se félicite d'une réforme qui va accroître l'épargne retraite, et donc ses profits, vient d'être promu par Macron au grade d'officier de la Légion d'honneur! Quant à Carlos Ghosn, qui peut échapper à la justice parce qu'il est riche et possède quatre passeports et une flopée de résidences secondaires, c'est aussi un représentant de cette classe capitaliste gavée de profits. Et les travailleurs n'acceptent pas non plus de devoir se soumettre à un Delevoye qui, après avoir pondé la réforme, quitte piteusement la scène parce qu'il a fraudé l'État.

Pour que le gouvernement abandonne son projet, il faut que le monde du travail mette toutes ses forces dans la balance. À la SNCF et à la RATP, des travailleurs sont en grève reconductible depuis le 5 décembre. Ils font preuve d'une combativité qu'il faut saluer. Mais, surtout, il ne faut pas les laisser seuls. Il faut des grèves dans d'autres secteurs et des manifestations de masse. L'issue de la lutte dépendra de l'importance de la mobilisation dans les jours et les semaines à venir.

Dans cette société capitaliste, seuls ceux qui luttent peuvent se faire respecter. Dès jeudi 9, nous pouvons montrer que nous refusons toujours cette réforme. Soyons nombreux en grève. Soyons nombreux dans la rue le 9 et, de nouveau, samedi 11, pour dire notre colère! Commençons ainsi l'année 2020 sous le signe de la lutte, car elle seule est porteuse d'espoir pour le monde du travail.



## Retraites : un compromis pour éteindre la mobilisation ?

En prélude au nouveau round de négociations avec les directions syndicales à partir de mardi 7 janvier, le gouvernement et ses portevoix médiatiques se sont répandus en déclarations, articles et autres éditoriaux appelant à sortir du « blocage ».

Interrogé à la radio lundi 6 janvier, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a assuré que le compromis n'avait jamais été aussi proche. Le même jour, dans les colonnes du *Parisien*, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, s'en prenait à ceux, parmi les syndicalistes et les politiques, qu'il accuse d'« hystériser le débat ».

Après plus d'un mois de mobilisation et de grève reconduite, en particulier par les cheminots et les travailleurs de la RATP, le gouvernement est donc à la manœuvre pour vanter la « voix de la raison ». Et après que des grévistes, notamment les machinistes, les danseurs et

les musiciens de l'Opéra, ont refusé la « clause du grand-père », en affirmant leur refus d'être la génération qui sacrifierait les suivantes, il présente de nouveaux enrobages pour tenter de faire passer son infecte cuisine. La proposition faite par Richard Ferrand de rendre temporaire le malus, en cas de départ en retraite avant l'âge pivot de 64 ans, en fait partie. Sur le modèle de ce qui existe déjà pour la complémentaire Agirc-Arrco, un travailleur décidant de partir en retraite à l'âge légal subirait une décote pendant une période limitée. Tout un programme puisque, dans le cas de l'Agirc-Arrco, le malus consiste à retirer 10 %

du montant de la pension pendant trois ans, tandis qu'un bonus de 10 % n'est attribué, lui, que pendant un an aux salariés qui partent à 64 ans !

Une potion bien amère, aussitôt qualifiée « de très bonne proposition » par Le Maire, qui a ajouté : « *Tout ce qui permet de sortir du conflit est bon.* » Il a donc manifesté le même enthousiasme pour la proposition du dirigeant de la CFDT, Laurent Berger, appelant à mettre en place une « conférence de financement » censée travailler sur l'équilibre financier du futur régime de retraite.

Ces déclarations croisées entre gens « raisonnables » aboutiront sans doute à des propositions présentées comme la seule issue possible au conflit. Mais Ferrand peut toujours prétendre « *qu'on n'est pas dans une guerre de tranchée* », la



réforme des retraites fait bel et bien partie de la guerre que le gouvernement mène aux travailleurs, afin de faire sur leur dos les économies que les capitalistes estiment nécessaires au maintien de leurs profits.

Les grévistes l'ont bien

compris, eux qui se sont engagés dans une bataille qui va au-delà de leur corporation, en exigeant le retrait total d'une réforme condamnant tous les salariés à finir en vieux travailleurs appauvris.

Nadia Cantale

## Vœux de Macron : du vent !

Pendant les 18 minutes de ses vœux du 31 décembre, Macron s'est livré à son exercice habituel : brasser du vent.

Il a ainsi égrené les poncifs sur un prétendu « esprit français », évoqué rapidement l'écologie, passé la main dans le dos des maires à quelques semaines des élections municipales, avant de se jeter à lui-même des fleurs, reprenant la fable de l'amélioration de la situation économique et de la baisse du chômage. Les quelque six millions de travailleurs privés d'emploi apprécieront.

Sans surprise, il a repris la propagande selon laquelle le projet de réforme des retraites serait pétri de « progrès et de justice sociale », et le mouvement exigeant son retrait ne serait fait que de peurs et d'angoisses, et surtout de beaucoup de mensonges et de manipulations.

Alors que les travailleurs de la SNCF et de la RATP terminaient leur quatrième semaine de grève, Macron s'adressait à l'électorat de droite et au patronat pour afficher sa volonté de faire passer sa réforme et leur montrer que, malgré tout, il tient ferme la barre et qu'ils peuvent lui faire confiance. Il a aussi invité des partenaires sociaux à trouver un compromis rapide. Le mot a été depuis repris sur tous les tons par les ministres et par la presse, mais la ficelle était un peu grosse :

un compromis sur la base du projet du gouvernement, cela signifierait accepter sa réforme, tout juste habillée de menus aménagements.

Macron a certifié que la réforme prendra en compte les tâches difficiles pour partir plus tôt. En son temps, Sarkozy avait réalisé une manœuvre de diversion similaire en instaurant une retraite pénibilité à 60 ans pour quelques-uns, afin de mieux faire passer le recul de l'âge de départ à 62 ans pour tous. Hollande utilisa ensuite la même ficelle pour augmenter le nombre d'années de cotisation en 2013. Depuis, même une

telle mesurette coûtant trop cher au patronat, Macron en a réduit drastiquement le nombre de bénéficiaires... réduction qu'il propose donc de discuter aujourd'hui. Il fallait oser, d'autant que, comme ses prédécesseurs, il a grandement aidé le patronat à imposer les conditions de travail les plus pénibles, que bien des travailleurs se voient contraints d'accepter sous peine de chômage.

Une telle manœuvre ne suffira sans doute pas pour faire passer sa réforme. S'il est une chose à souhaiter pour la nouvelle année, c'est que cette détermination fasse ravalier sa morgue à Macron, et que le monde du travail commence à rendre enfin les coups.

Jacques Le Gall



## Coût de la grève : quand les travailleurs s'arrêtent...

Aux lamentations continues des médias sur ce que la grève « coûte » à la SNCF et la RATP se sont ajoutées, cadeaux de fin d'année et repas de réveillon obligent, les pertes subies par les commerçants.

Quelles que soient les chaînes de radio ou de télévision, ainsi que l'ensemble de la presse écrite, personne n'a pu échapper à ces annonces de dommages que les grévistes feraient subir aux entreprises, petites ou grosses. La SNCF chiffre ses pertes à 20 millions d'euros par jour, soit 620 millions au 31<sup>e</sup> jour de grève. Pour la RATP, le manque à gagner serait évalué à déjà 100 millions. Sans parler des remboursements de billets pour des trajets non effectués faute de trains, ou de Pass Navigo pour la seconde, même si, pour l'instant, le flou domine sur ce point.

Les commerçants ont été largement interviewés pour déplorer leur manque de clients en cette fin d'année, et les pertes qui s'ajoutent à celles occasionnées il y a un an par la mobilisation des gilets jaunes.

En revanche, les médias ont été beaucoup plus discrets sur les pertes de salaire que connaissent les grévistes

qui se sont lancés dans la lutte en toute connaissance de cause, acceptant le fait d'avoir à payer de leur poche le choix de se battre contre une réforme qui les attaque, eux, et surtout les générations futures de travailleurs.

Ces commentateurs des grands médias, qui relaient sans se poser de questions les plaintes du gouvernement et du grand patronat, accusent sans vergogne une « minorité de grévistes » de vouloir paralyser l'économie. Mais, si l'on retourne le problème, on voit alors concrètement quelles richesses cette minorité crée par son travail ! À l'échelle de tout un pays, on atteint des milliards de produits par les travailleurs, dont ils sont dépossédés par une poignée de profiteurs, aux dépens de l'ensemble de la société. Mais ces richesses, que le travail des salariés rapporte aux actionnaires et aux gros capitalistes, les médias n'en parlent que quand leur flot se tarit un peu.

Marianne Lamiral

# Nouvel an : les baisses ne compensent pas les hausses

**Le gouvernement se vante du fait que les impôts vont baisser pour de nombreux ménages. Mais au fond, quand on y regarde de plus près, c'est une nouvelle dégradation du niveau de vie des travailleurs qui s'annonce en cette nouvelle année.**

Certes, le taux d'imposition à la source va baisser pour les deux premières tranches, ce qui ferait un gain de 300 euros en moyenne par an pour la première. À cela s'ajoute l'exonération de la taxe d'habitation pour 80% des foyers les plus modestes. Pour autant, il y a peu de chances que l'État compense entièrement le manque à gagner pour les collectivités. Les mairies devront diminuer les services rendus à la population, par la fermeture de

centres de santé, de crèches ou la baisse des subventions aux associations.

Le smic augmente au 1<sup>er</sup> janvier de 1,2%, ce qui équivaut à 15 euros par mois. Mais cette augmentation est déjà en deçà de l'inflation officielle de 1,4% calculée par l'Insee, dont on sait qu'elle ne reflète même pas l'inflation réelle.

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), l'ex-minimum vieillesse, va augmenter de 35 euros, pour atteindre la somme

dérisoire de 903,20 euros. Quant aux pensions de retraite, elles suivront le rythme de l'inflation officielle pour les retraités percevant moins de 2000 euros par mois. Ceux qui touchent plus perdront encore sur leur pouvoir d'achat, puisque le montant de leur retraite ne sera revalorisé que de 0,3%.

Si Macron et son gouvernement continuent de faire les poches des retraités, ces derniers ne sont pas les seuls visés : alors que le mouvement contre sa réforme bat son plein, le gouvernement augmente les cotisations retraite des fonctionnaires, dont le taux va passer de 10,83% à



11,10%. Et non seulement les salaires de ces derniers continuent de baisser, mais le gouvernement s'apprête à baisser drastiquement le montant de leurs retraites.

Tout le reste est à l'avant : si le prix du gaz baisse de 0,9%, celui de l'essence n'a cessé de monter. Les frais bancaires, les timbres vont aussi grimper, tout comme le tabac.

Une des mesures les plus impopulaires, la réforme de l'APL, qui permet au gouvernement d'économiser 1,2 milliard d'euros, a été cependant reportée en avril. Il a été estimé que mieux valait reporter ce nouveau coup au-delà des municipales. C'est au fond un résultat indirect du mouvement de grève.

**Aline Urbain**

## Prime Macron : pour ne pas augmenter les salaires

**La prime Macron, rebaptisée prime gilets jaunes par beaucoup, et à juste titre, a été reconduite par le gouvernement.**

Sous la pression du mouvement des gilets jaunes, le gouvernement avait instauré la possibilité de verser jusqu'à mille euros à tous les salariés, aux conditions fixées par le patron, et surtout exonérés de cotisations sociales pour l'employeur et le salarié.

L'an passé, 20% des salariés du privé ont touché ainsi en moyenne 400 euros. Cela représente 5,5 millions de personnes. Cette année,

le gouvernement a rajouté une condition. Les employeurs doivent avoir signé un accord d'intéressement, ce qui a immédiatement refroidi celles des petites entreprises qui estiment ne pas pouvoir se lancer dans une nouvelle démarche administrative et surtout ne veulent pas de nouvelles contraintes. En effet un accord d'intéressement est signé pour trois années.

Le syndicat patronal

des TPE (très petites entreprises), vent debout contre cette mesure, est prêt à spéculer sur les réactions des travailleurs pour peser sur les choix du gouvernement. Et de déclarer : « *Quand les salariés comprendront pourquoi ils n'ont pas la prime, ils vont s'énerver.* »

La situation des TPE sert de prétexte à justifier le quasi-blocage des salaires imposé par les petites comme par les grandes entreprises. Le boulanger avec deux employés sert d'exemple pour justifier l'aberration des décisions gouvernementales. Il ne peut pas prévoir ce qui va se passer d'une année sur l'autre, nous dit-on, il n'aurait pas les finances. Mais si l'ensemble du monde du travail obtenait une amélioration de son pouvoir d'achat, ces petits patrons en profiteraient eux aussi.

La baisse du pouvoir d'achat est due à la stagnation des salaires, aux licenciements, au développement des temps partiels imposés et à la précarité, toutes évolutions dont les entreprises tirent allègrement parti.

La prime octroyée sous la pression du mouvement gilets jaunes n'est pas un cadeau, elle est née d'un combat. C'est ce combat qu'il faut poursuivre et amplifier, pour imposer une véritable amélioration du pouvoir d'achat, à commencer par une augmentation générale des salaires et leur indexation sur le coût de la vie.

**Inès Rabah**



## CDD multiremplacement : la précarité légalisée

**« Enfin », comme dit le rédacteur du mensuel Capital, le CDD multiremplacement a été instauré fin décembre, soi-disant de façon expérimentale, dans onze secteurs de l'économie, dont le sanitaire, social et médico-social, la propreté, le commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, la plasturgie, la restauration collective et le transport routier.**

Ce contrat permet d'embaucher une seule personne pour en remplacer plusieurs au sein d'une même entreprise, sur des tâches et compétences différentes. Censé lutter contre la multiplication des contrats courts et ultra-courts, il présente, pour l'employeur, l'avantage de simplifier le recours à plusieurs travailleurs en CDD, parallèlement ou successivement. Il leur permet, surtout, d'échapper au malus prévu depuis peu dans la loi, qui devrait être appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier aux entreprises comptant plus de 11 employés.

Ce CDD-là ne doit pas être utilisé pour un poste pérenne, a précisé une des juristes qui ont participé à sa rédaction. Cela revient à admettre la vérité, c'est-à-dire que des CDD et des travailleurs successifs sont utilisés pour tenir des emplois sans embaucher en CDI.

Les patrons, dans leur trousse à outils d'exploiteurs, disposent déjà du CDDU, contrat à durée déterminée d'usage, qui peut être reconduit sans limitation ni délai, n'a pas de date de fin précise

et dispense l'employeur de verser une indemnité de précarité. Ils ont aussi depuis plus d'un an les CDI intérimaires, qui dispensent les agences d'intérim des primes de fin de mission et des primes de congés payés, ce qui fait perdre environ 20% sur la fiche de paye et impose la plupart du temps la prise des congés pendant les périodes entre deux missions. Les nouveaux CDD multi-remplacement, eux, s'ils sont généralisés, permettront aux employeurs, de disposer sur une longue période d'un travailleur précaire multi-tâches, avec la possibilité légale de lui faire boucher les trous, qu'il le veuille ou non.

Ces divers articles de loi ne font en réalité que camoufler plus ou moins élégamment une pratique couramment répandue dans le monde du travail où, intérimaire ou CDD, il n'est guère facile de refuser une tâche non prévue au contrat. Si tant est que celui-ci existe, face à des employeurs toujours prêts à laisser entendre que la porte de sortie est grande ouverte.

**Viviane Lafont**

## Cotisations des hauts cadres : **le patronat rafle la mise**

**Parmi les multiples cadeaux faits au patronat dans le cadre de la réforme des retraites, figure la quasi-suppression des cotisations vieillesse, salariales et patronales, pour les très hauts revenus.**

Celles-ci permettent actuellement d'alimenter les caisses de retraite, en prélevant des cotisations sur des revenus annuels jusqu'à 320 000 euros brut.

Le projet de réforme prévoit de baisser ce plafond à 120 000 euros. Les salariés paieront 11,25% et leurs patrons 16,67% de cotisations, soit environ le montant actuel, jusqu'à 120 000 euros, soit 10 000 euros mensuels

brut. Mais, au-delà, les cadres ne paieront plus que 1,12% de cotisations et leur employeur 1,69%, dix fois moins.

Cela augmenterait donc notablement le salaire net des cadres déjà les mieux payés. En revanche, leurs cotisations au-delà du plafond n'ayant pas d'incidence sur le montant de leur retraite, ils seraient fortement incités à l'augmenter en cotisant auprès de fonds de pension.

Cela tombe bien, comme le souligne un des vautours du secteur dans *Les Échos*: «Par une heureuse concordance législative, (...) la loi Pacte (qui vient d'être adoptée) et ses textes d'application ont en effet quelque peu simplifié ces outils et renforcé leur attractivité (...) et on pourrait enfin assister à une réelle émergence de fonds de pension en France.»

Mais, sans même attendre l'ouverture de ce nouveau terrain de jeu à la finance spéculative, les vrais gagnants sont bien sûr les employeurs eux-mêmes. Contrairement aux travailleurs, ils ne paient

déjà plus leurs cotisations patronales retraite au niveau du smic, et seulement de façon dégressive jusqu'à 1,6 smic. Maintenant, ils n'en paieraient quasiment plus également pour les plus hauts salaires. Cela signifie que de nouveaux milliards vont tomber dans le puits sans fond des dividendes des actionnaires.

Le manque à gagner, lui, va être conséquent pour les caisses de retraite: de l'ordre de trois milliards d'euros par an. La CFE-CGC, syndicat des cadres, parle du «trou qui se creusera méthodiquement, pour atteindre 65 milliards

d'euros, et dont on nous dit que les réserves actuelles pourraient être mobilisées pour le combler».

Sans même parler de l'essentiel de la réforme, cette seule mesure montre combien ce plan relève du vol et de l'escroquerie en bande organisée. Derrière le refrain «Pour l'avenir de nos enfants, sauvons les caisses de retraite» que psalmodie le gouvernement, la devise de la bourgeoisie en pleine décadence est au contraire inspirée de Woody Allen: «Prends l'oseille et tire-toi!»

**Christian Bernac**

## Légion d'honneur 2020: **encore une cuvée patronale**

**Le 1<sup>er</sup> janvier, le gouvernement a élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur Jean-François Cirelli, patron de la branche française du plus grand fonds d'investissement mondial, BlackRock.**

En plein mouvement sur les retraites, c'est apparu à juste titre à de nombreux travailleurs comme une provocation et un exemple supplémentaire de l'influence du capital financier sur le gouvernement. D'autant que cela s'ajoute aux révélations sur les liens étroits entre l'ancien haut-commissaire aux retraites Delevoye et les compagnies d'assurance françaises.

Le capital financier est en effet le principal bénéficiaire de cette attaque contre les retraites car, en organisant l'appauvrissement des futures générations de retraités, le gouvernement pousse consciemment des millions de travailleurs à diriger leurs économies vers les fonds de pension et autres capitalistes de l'assurance.

Dans la liste des décorés du 1<sup>er</sup> janvier, figuraient d'ailleurs d'autres représentants de la finance, comme Jean-David Chamboredon, patron du fonds d'investissement Isai, créé entre autres par l'actuel président du Medef. Le monde de l'assurance a, lui, été récompensé en la personne de la DRH d'Axa Assurances, dont le grand patron, Thomas Buberl, était déjà dans la promotion de la Légion d'honneur du 14 juillet. Le secteur bancaire n'a pas été oublié non plus, avec entre autres Grégoire Chertok, membre du comité exécutif de la banque Rothschild.

Mais Macron n'est pas le premier à distribuer largement la Légion d'honneur aux capitalistes et à leurs serviteurs, c'est même une

pratique courante et aussi ancienne que cette décoration. Cirelli a ainsi reçu sa première médaille en 2006, du président de droite Chirac. Et tous les gouvernements de gauche ont fait de même. Par exemple Servier, le propriétaire des laboratoires pharmaceutiques qui ont fabriqué le Mediator, a été décoré pour la première fois en 1985, sous le président Mitterrand, et en 2016 l'homme d'affaires Laurent Dassault a reçu une nouvelle médaille de la main du Premier ministre socialiste Valls. En fait, du plus riche français, Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, à Bolloré, Mulliez, et jusqu'à Bouygues, presque tous les PDG et les propriétaires de grands groupes capitalistes sont membres de l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Tout cela ne fait que mettre en évidence les liens fusionnels entre les



capitalistes et les représentants de l'État, que ce soit les présidents, les ministres ou les hauts fonctionnaires, qui ne sont pas élus mais qui assurent la permanence de la politique.

S'il y avait un concours du meilleur serviteur politique du grand patronat, Macron serait en bonne place, mais la concurrence serait vraiment rude.

**Arnaud Louvet**

## Évasion : Ghosn estampe la justice japonaise

**Des barbouzes libanais et américains, un masque chirurgical, une malle percée de trous, des jets privés réglés à Dubaï, des menaces pour faire taire les témoins, un homme d'affaires turc opérant au Soudan, de la corruption et de l'influence à tous les étages : les ingrédients d'une série rocambolesque ont été réunis pour l'évasion de l'ex-PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi, Carlos Ghosn.**

Parti incognito, masqué, dissimulé aux contrôles, sans passeport, comme un truand professionnel, Ghosn a faussé compagnie à la justice japonaise pour se réfugier dans sa villa de Beyrouth au Liban, loin de toute menace d'extradition.

Celui qui fait gagner 33,7 milliards cumulés aux financiers actionnaires de Renault depuis

sa nomination à la tête de l'entreprise en 2005, supplantant dans le même temps rien qu'en France 22 000 emplois, a certes dû abandonner dans sa fuite les 12 millions d'euros de sa caution. Mais, soupçonné qu'il est aux États-Unis d'une malversation de 300 millions d'euros, c'est une bagatelle pour l'ancien «tueur de coûts», comme le



qualifiaient ses pairs, reconnaissant surtout en lui le tueur d'emplois. Grâce à

ses plans dits de compétitivité de 2013 et de 2016, il avait transformé les

voitures en or pour les «investisseurs» et les usines en enfer pour les ouvrières et les ouvriers. Conditions de travail de plus en plus pénibles et dangereuses, précarité des emplois, salaires bloqués en position basse, voilà le quotidien de ceux que font maintenant sourire les exploits du bourgeois sans papiers.

Quant aux fortunes accumulées grâce au travail de quelque 180 000 salariés de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, elles ne l'ont pas été par les méthodes d'un gentleman cambrioleur à la Arsène Lupin, mais par celles très brutales de l'exploitation.

**Viviane Lafont**

## SNCF : les grévistes maintiennent la pression

Lundi 6 janvier, alors que les grévistes entamaient leur 33<sup>e</sup> jour de grève, le mouvement tenait bon à la SNCF.

Non seulement les assemblées générales ont regroupé bien plus de grévistes que la semaine précédente mais elles ont retrouvé quasiment partout la fréquentation d'avant la période des fêtes. Toutes les assemblées ont voté quasiment à l'unanimité la reconduction de la grève, affichant y compris la certitude que celle-ci durerait au moins jusqu'à la fin de la semaine. Les taux de grévistes, s'ils étaient sans doute inférieurs à ce qu'ils étaient au début du mouvement, ont obligé la SNCF à supprimer de nombreux trains, particulièrement sur la banlieue, les TER et les intercitys, aboutissant à un service toujours très dégradé alors que la grande majorité des salariés étaient revenus de congés. Et si des cheminots, pour des raisons financières, avaient repris le travail, bon nombre assureraient aux grévistes en tournée ou aux piquets de grève qu'ils s'y remettraient au plus tard le 9 janvier.

Alors que la direction de la SNCF tentait, d'un côté, de faire croire à une reprise inexorable du travail, de l'autre elle avouait le contraire en implorant que la grève lui coûtait 20 millions d'euros par jour, soit quotidiennement plus de 1000 euros de perte par gréviste comptabilisé.

Le pouvoir avait espéré que la grève se briserait sur l'écueil des fêtes de fin d'année. C'était en effet une étape difficile, pleine de bûches et d'embûches.

Un premier obstacle était la raréfaction du nombre de grévistes actifs sur les piquets et les assemblées. Mais les grévistes ont su déjouer ce risque d'émiettement du

mouvement en regroupant leurs forces, lors de rassemblements, manifestations, assemblées communes interservices ou interprofessionnelles, mêlant cheminots, agents de la RATP à Paris ainsi qu'enseignants ou autres travailleurs en lutte. Dans ces initiatives se sont noués des liens précieux, de solidarité, de fraternité et de combat.

Le pouvoir misait aussi sur l'impopularité d'un mouvement de grève pendant les fêtes. Mais les travailleurs des transports ont pu vérifier que le soutien persistait dans l'opinion ouvrière malgré les difficultés, les vacances retardées et parfois annulées. Et ce soutien est précieux. Les grévistes restent déterminés à lutter, malgré la perte d'un mois de salaire jusqu'à présent, parce qu'ils sont convaincus de le faire non seulement pour eux-mêmes, mais pour l'avenir de toute la société. C'est une conscience de classe qui s'exprime dans de nombreuses interventions de grévistes, la conviction d'appartenir au monde du travail et d'en défendre les intérêts face à la cupidité sans limite des possédants et de leurs hommes de main.

Cette conscience de classe s'exprime par le rejet de toute revendication corporatiste et si nombre de grévistes s'interrogent, ou pestent, sur l'absence de démarrage dans d'autres secteurs, c'est justement parce qu'ils l'attendent impatientement.

L'annonce de pseudo-négociations le 7 janvier ne suscitait aucune illusion parmi les grévistes et le petit jeu du « je t'aime, moi non plus » entre le gouvernement



### La manifestation à Paris

La manifestation partie de la gare de Lyon samedi 4 janvier ne regroupait au départ que quelques centaines de grévistes. Mais elle a vite grossi pour atteindre 3500 manifestants

d'après la police. Les ballons et fanions syndicaux y étaient peu nombreux. En revanche, les cortèges des secteurs en grève RATP ou SNCF, mêlaient leurs banderoles, leurs pancartes et

leur bonne humeur. Vu l'ardeur avec laquelle les grévistes reprenaient partout les chansons et les slogans, il était visible que le mouvement était loin de s'essouffler.

et les dirigeants de la CFDT et de l'UNSA, guère davantage. À vrai dire, aucun militant n'ose défendre dans les assemblées les positions nationales de bureaucrates hors du mouvement et sans poids dans celui-ci.

En revanche, la détermination des grévistes a été renforcée par l'attitude combative des militants syndicaux, eux-mêmes encouragés par l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO, FSU.

Au demeurant, le gouvernement ne laisse guère d'échappatoire à ces confédérations: il ne cache pas son souhait de leur infliger une défaite et, derrière elles, au monde du travail. Ainsi Macron a évoqué au soir du 31 décembre ne

chercher un compromis qu'avec « les organisations qui le veulent » en rejetant celles qui appellent à la lutte pour le retrait, les accusant de « mensonges et de manipulations ». En réaction, on a donc vu par exemple Philippe Martinez, le secrétaire de la CGT, appeler « tous les Français à se mettre en grève » et l'intersyndicale à « généraliser la grève », en appelant non pas à une simple journée de grève et de manifestations interprofessionnelles le 9 janvier, mais aussi à « décider de ses suites dès le lendemain » et à une nouvelle journée de manifestations le 11 janvier.

S'il y a évidemment un grand fossé entre un tel appel à généraliser la grève et

sa réalisation concrète, il vient néanmoins à l'appui du mouvement. Nombre de grévistes, tout en affichant leur détermination, disent avec lucidité: « Tout seuls, nous ne pourrions pas gagner et imposer le retrait du projet de loi. »

Continuer la bataille signifie non seulement maintenir et renforcer la grève là où elle est déjà installée, à la SNCF et la RATP, mais tenter de l'étendre à d'autres secteurs en multipliant les contacts, les diffusions et prises de parole devant d'autres entreprises, dans les marchés populaires, les centres commerciaux et les zones industrielles. Ce sont autant de graines qui germeront tôt ou tard.

**Christian Bernac**



### Une descente de la Canebière à Marseille

Jeudi 2 janvier, plus d'un millier de manifestants ont descendu la Canebière, un flambeau à la main, à l'appel de la CGT, de SUD et de la FSU. Pour la première fois de l'année, c'était l'occasion de montrer qu'il faudra compter avec la poursuite de la mobilisation en 2020.

Les cheminots en grève, de Marseille ou de Miramas, étaient bien visibles en tête. « Après 29 jours de grève, on ne lâche rien », affirmait l'un d'eux. À leurs côtés

défilaient des syndicalistes du port et des raffineries, des agents territoriaux, des postiers, des enseignants venus avec leurs enfants, ainsi que des gilets jaunes, tous un peu surpris mais heureux de se retrouver aussi nombreux malgré la période des fêtes. Beaucoup saluaient la détermination des cheminots: « C'est grâce à eux que la flamme de la mobilisation brûle toujours! »

La suite du mouvement et les prochaines actions

étaient dans toutes les conversations. Certains enseignants parlaient de reprendre la grève dès la rentrée du 6 janvier pour réussir la journée interprofessionnelle du 9. La grève annoncée dans les raffineries du 7 au 10 janvier comme l'appel de l'intersyndicale à reconduire grèves et manifestations les 10 et 11 janvier étaient vus comme une nouvelle étape du combat général.

**Correspondant LO**

## Lyon

À Lyon, les cheminots sont restés mobilisés pendant toute la période des fêtes, avec des assemblées générales et des discussions sur la grève presque tous les jours, à Perrache et à la Part-Dieu en particulier.

Vendredi 3 janvier, ils se sont rassemblés devant le Palais de la Bourse, où se

trouve la chambre du commerce et de l'industrie. Avec quelques enseignants et des militants d'autres entreprises, en particulier de l'énergie, ils étaient entre 300 et 400, dès 11h30, venus réclamer le retrait de la réforme des retraites et distribuer des tracts aux passants.

Toute la semaine, les

discussions ont porté sur la journée de mobilisation du 9 janvier et la nécessité d'assurer sa réussite en remobilisant l'ensemble des cheminots et en y associant les autres entreprises du public comme du privé. Car cette réforme concerne tout le monde et presque tous les salariés y seront perdants.

## Nantes

De bonne heure, lors de la première assemblée générale de l'année, la grève a été reconduite par les cheminots nantais jeudi 2 janvier. À cette occasion, un salarié de la société qui gère les transports urbains de l'agglomération nantaise (TAN), venu avec quelques collègues, a pris la parole.

Pendant que d'autres cheminots participaient au blocage de la raffinerie de

Donges avec l'intersyndicale départementale, une diffusion de tracts, organisée avec le comité de grève des cheminots, avait eu lieu à la TAN. L'accueil aux portes a permis l'échange entre cheminots, tramisnots, conducteurs de bus, employés et ouvriers, les discussions étant de bon augure pour la journée du 9.

Ce sont les liens de confiance créés pendant

la grève entre militants de différentes entreprises qui permettent de telles actions. Les jours suivants, les tournées en gare ont permis de nombreuses discussions avec les cheminots ayant repris le travail, nombreux à prévoir de se remettre en grève en début de semaine et surtout le 9 janvier : la deuxième manche ne fait que commencer.



## Orléans - Les Aubrais

Vendredi 3 janvier, une quarantaine de cheminots, dont trente grévistes, se sont réunis devant la gare des Aubrais, qui voit toujours aussi peu de trains circuler.

Dans cette grève SNCF désormais plus longue que celle de 1986, les interventions syndicales ont porté sur la fébrilité de Macron et du gouvernement, qui cèdent des miettes à certaines corporations pour essayer d'affaiblir un mouvement qui dure et qui les inquiète. Le fait que la grève ait tenu bon pendant les fêtes suscitait la fierté et de nombreuses discussions sur la nécessité de s'adresser à nouveau aux cheminots ayant repris le travail pour qu'ils se remettent en grève dès la semaine suivante. Dans les différentes tournées, les militants de

la grève ont pu vérifier que de nombreux cheminots l'avait déjà en tête, comme à l'équipe Caténaïres des Aubrais.

Certains grévistes ont aussi envisagé d'aller diffuser dès le lundi 6 un appel à la grève et à la manifestation du 9 janvier dans des entreprises privées telles que Famar ou les transports en commun de l'agglomération, convaincus que, pour gagner, il faut entraîner le maximum de travailleurs du privé comme du public.

Lors de l'assemblée, la question a été posée de faire bénéficier tous les grévistes de la caisse de grève Infocom.

La grève a été reconduite à l'unanimité jusqu'à la prochaine assemblée générale du 6 janvier, toujours devant la gare des Aubrais.



## Strasbourg

À Strasbourg, les 2 et 3 janvier, les assemblées générales ont rassemblé une vingtaine de cheminots. Les grévistes présents savaient que la période des fêtes était une période charnière, et ils ont maintenu tournées et piquets en vue de s'adresser aux collègues.

Pour la suite, les grévistes savent qu'il va falloir entraîner les autres à revenir dans la grève. Sur un poste d'aiguillage, employant par exemple une quarantaine

de travailleurs, seuls deux n'avaient pas du tout fait grève, tous les autres se sentant donc concernés. Les cheminots ont également pu mesurer la popularité de leur lutte lors d'une opération péage gratuit ou en allant distribuer des tracts devant un hypermarché. Ils ont aussi prévu des diffusions de tracts devant les cantines des communaux et aux grilles de l'usine de boîtes de vitesses Punch Powerglide, en commun avec des travailleurs

des sites concernés.

Lundi 6 janvier, l'assemblée générale a rassemblé trente-cinq cheminots qui ont voté la reconduction de la grève à l'unanimité moins deux abstentions. Huit travailleurs d'Onet étaient également là. Le fait de se retrouver plus nombreux donnait du courage à tous pour entamer une semaine importante pour le mouvement et tout faire pour qu'il s'étende.

## Ateliers TGV Villeneuve-Saint-Georges

Lors de la semaine de reprise d'activité aux ateliers TGV de Villeneuve-Saint-Georges, après une semaine d'arrêt, la grève a repris à 20% à l'exécution, mais le piquet n'a vu que très peu de monde entrer au travail. En petit comité, c'était l'occasion d'écrire un tract

destiné à inciter les travailleurs de Transdev à la grève.

Jeudi 2 janvier, les grévistes du dépôt de bus RATP de Créteil-Pompadour sont venus de nouveau au piquet et ont participé à l'assemblée, parlant du soutien rencontré lorsqu'ils diffusent des tracts, discutent et

collectent pour leur caisse de grève dans les centres commerciaux et sur les marchés.

En renfort aux grévistes de la RATP, vendredi 3, une petite équipe de cheminots a participé au rassemblement devant le dépôt de bus de Créteil.

## Solidarité avec un gréviste mis en garde à vue

Le 3 janvier avait lieu un rassemblement devant le commissariat du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour exiger la libération d'un cheminot de la gare du Nord, arrêté la veille lors d'une manifestation devant le siège de LREM. Environ 150 personnes, des cheminots, des agents de la RATP, des enseignants, s'y sont retrouvés.

Ce cheminot, finalement relâché en fin de journée, est accusé de jets de projectiles et d'avoir résisté à la police lors de son interpellation. Ses camarades présents à ses côtés à la manifestation, ont nié les faits reprochés. Tous ceux qui sont intervenus

au rassemblement ont dénoncé cette arrestation musclée et les coups que leur camarade a reçus à ce moment-là. Une plainte a d'ailleurs été déposée contre les policiers.

Les interventions se sont succédé, ponctuées de « Libérez notre camarade », « On ne lâchera rien », « On ira jusqu'au retrait ».

Tous ont affirmé que la place d'un gréviste n'est pas derrière les barreaux et que lorsque l'un des leurs sera touché, ils seront là, qu'il s'agisse d'un cheminot, d'un agent de la RATP, d'un enseignant ou de tout autre travailleur gréviste.

Articles des correspondants Lutte ouvrière

## RATP: la grève repart à la rentrée



**Lundi 6 janvier, la grève se maintenait au métro à un niveau très élevé, de l'ordre de 90% pour les conducteurs, et se renforçait de nouveau dans les dépôts de bus.**

La semaine précédente, les grévistes avaient eu à cœur de tout faire pour remobiliser leurs collègues qui avaient repris le travail ou étaient en congés, dans la perspective de relancer la grève à partir du 6, et surtout du 9 janvier. Lors des blocages de dépôts de bus ou des piquets aux terminus du métro, les discussions avec les non-grévistes avaient été davantage privilégiées.

Lundi 6 au matin, les

assemblées générales ont été plus nombreuses que lors de la période des fêtes. Les discussions étaient fournies et certains s'interrogeaient sur le degré de mobilisation des autres secteurs de l'économie pour le 9 janvier et sur les possibilités qui en découleraient concernant l'issue de la grève. Mais, finalement, les grévistes votaient partout, à la quasi-unanimité, la reconduction de la grève, bien décidés à tenir et à faire du

9 janvier une réussite.

Des équipes se sont aussi organisées pour aller discuter avec les enseignants des collèges voisins, diffuser un tract aux portes d'entreprises à proximité. Pour certains, après l'expérience de la première grève et de la première manifestation de leur vie au cours du mois précédent, c'était une autre « première fois » : celle où ils s'adressaient eux-mêmes à d'autres salariés pour les entraîner dans la lutte avec eux. Une expérience précieuse pour les prochaines luttes qu'ils ne manqueront pas de vivre.

### Terminus de Porte-de-Saint-Cloud - Ligne 9

Sur la ligne 9 du métro, à Porte-de-Saint-Cloud, les assemblées générales se sont tenues toute la dernière semaine de l'année 2019, y compris le 31 décembre. Elles ont été l'occasion de discuter longuement, chacun intervenant sur tous les sujets qui concernaient la grève et, au-delà, la vie des travailleurs.

Un gréviste, qui était allé voir les travailleurs de la raffinerie de Grandpuits, rapportait : « Les patrons exercent un chantage à l'emploi, ils savent que cette grève nous concerne tous et a une force de contagion, un grand

*danger pour eux.* » Un autre a ajouté que « cette grève, ce n'est pas que pour sauver les retraites, mais aussi les salaires et les conditions de travail qui sont tirés vers le bas ». Un troisième a rappelé que c'est la détermination collective qui a permis que la grève passe les fêtes, et que certains, qui avaient repris le travail, rencontrés sur leur train par des grévistes, s'engageaient à se remettre en grève lundi.

L'importance du comité de grève a aussi été soulignée : « Ça a fait l'unité à la base, élire des délégués pour appliquer

*les décisions de l'assemblée générale, c'est une leçon que j'appliquerai à chaque grève.* »

Le plan de bataille pour la semaine de la rentrée a été dressé : « On a déclenché la guerre le 5 décembre, il faut qu'on donne envie de nous suivre grâce à notre détermination, on a déjà inspiré le respect. Le 9 permettra à ceux qui le veulent de nous rejoindre, et les jours suivants, on fait le point. »

Lundi, le taux de grévistes est effectivement remonté et la mobilisation est repartie à son haut niveau du début.

### Dépôt des Lilas

Lundi 6 janvier, c'était la rentrée, et pas seulement des élèves. Au dépôt des Lilas, il y a eu très rapidement au piquet de grève une quarantaine de grévistes, cela ne s'était pas vu depuis le début du mouvement!

Beaucoup de grévistes avaient en effet conscience

que c'était important d'être nombreux au dépôt ce jour-là pour montrer que le mouvement est plus que jamais vivant. Et pour marquer l'évènement, même le brasero était de sortie!

Le nombre de bus ne sortant pas du dépôt est remonté

à près de 50%. Pour tous les militants de la grève, c'était le résultat de tout le travail effectué la semaine précédente pour s'adresser à ceux qui avaient repris le travail et les convaincre de se remettre dans le mouvement.

Autant dire que tout cela

### Dépôt de Nanterre

Au dépôt de bus de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, les piquets tôt le matin n'ont pas connu de trêve. Tous les jours, 50 à 80 machinistes se sont retrouvés pour freiner la sortie des bus.

Le clou du spectacle a été le vendredi 3 janvier, jour du rendez-vous donné par les grévistes pour un piquet renforcé au dépôt de Nanterre. Les grévistes de Nanterre ont été rejoints par une quarantaine de machinistes d'autres dépôts, une trentaine du dépôt de Charlebourg tout proche, avec l'appui de quelques enseignants, étudiants et postiers. Ils se sont retrouvés dès 4 heures du matin aux portes du dépôt, soit au total environ 140 participants.

Les CRS avaient devancé l'appel et formaient le comité d'accueil avec la ferme intention d'ouvrir le passage aux bus sortants. Une partie des grévistes sont allés au contact, et d'autres sont

allés par petits groupes sur le site de remisage parler avec les machinistes au volant de leurs bus prêts à sortir. Les uns après les autres, un bon nombre d'entre eux, soit une trentaine, se sont déclarés en droit de retrait. Pour eux, il n'était pas question de sortir sous escorte policière. L'opération de la direction a donc fait chou blanc et les CRS sont repartis faute de bus à faire sortir.

La directrice, dont on imagine l'énerverment, n'était pourtant pas au bout de ses peines. Voulant économiser sur la gestion des suites du droit de retrait, elle déclara qu'elle allait recevoir l'ensemble des machinistes concernés dans une seule et même réunion. Il lui a été

rappelé que le droit de retrait doit faire l'objet d'un entretien individuel, quitte pour elle à multiplier les entretiens pendant des heures... Ce genre de journée renforce le moral.



Dans la manifestation du 4 janvier.

a donné une pêche d'enfer à tous les grévistes, d'autant qu'ils se mettraient en grève au moins le 9!

Une petite dizaine de grévistes sont allés ensuite aider les enseignants grévistes d'un collège voisin à convaincre

leurs collègues de se mettre en grève. Pour eux, c'était naturel, car les enseignants étaient venus les soutenir de nombreuses fois au dépôt et ils avaient mené des actions ensemble. Alors il fallait leur rendre la pareille!

Articles des correspondants Lutte ouvrière



## Dépôt de Vitry

Lundi 13 janvier, trois agents de la RATP du dépôt de Vitry-sur-Seine, en grève depuis le 5 décembre, sont convoqués par leur direction pour un entretien disciplinaire. Ils encourent une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

La première convocation a été envoyée le 24 décembre. Pas de doute, la direction joue la carte de la menace contre les grévistes.

Ceux du dépôt ont donc décidé immédiatement d'organiser leur riposte et ont

diffusé l'information aux agents du dépôt de Vitry. Les non-grévistes aussi contestent l'attitude de la direction. La grève continuant et les travailleurs se rendant en manifestation sur d'autres dépôts, ils saisissent l'occasion d'informer les autres grévistes et d'avoir leur soutien. Tout le monde est invité à les rejoindre le 13 janvier pour un rassemblement au dépôt au moment de l'entretien. D'autant plus qu'avec le Nouvel An, une deuxième convocation est tombée. Puis

une troisième...

Les grévistes sont bien décidés à ne pas laisser la direction se venger sur certains d'entre eux. Philippe Martinez et Nathalie Arthaud ont annoncé leur venue le 13 janvier pour les soutenir. Un tee-shirt avec l'inscription « touche pas à mon gréviste » est en cours de réalisation.

La direction de la RATP voudrait montrer qu'on ne fait pas grève impunément. Cela ne doit pas passer.

Correspondant LO

## Éducation nationale: "Bonne année, bonne santé... et joyeuse grève!"

Lundi 6 janvier, jour de rentrée des classes, dans bien des établissements scolaires des réunions ont eu lieu pour discuter de la poursuite du mouvement contre la réforme des retraites. La minorité qui s'est remise en grève reconductible a immédiatement tenté de mobiliser le maximum de collègues.

Nombre d'enseignants prévoyaient de rejoindre la grève le 9 janvier. En tout cas, la plupart continuent à se sentir solidaires de la grève et concernés par les attaques du gouvernement.

Des décrets tombés fin décembre 2019 ont de quoi attiser la colère des enseignants. La réforme de la fonction publique entre en application. Avec elle, la précarité s'accroît. La rupture conventionnelle est introduite y compris dans l'Éducation nationale, permettant de se débarrasser de salariés en moins de quinze jours. Les chefs d'établissement peuvent être désormais recrutés sans concours, en direct dans les bureaux des ressources humaines du privé. Toutes ces mesures ont été commentées dans les salles des professeurs et chacun comprend bien que derrière la réforme des retraites, les attaques contre l'ensemble des salariés du secteur sont loin d'être finies.

Par ailleurs, des groupes d'enseignants ont continué à se mobiliser durant les vacances et racontaient les actions menées en commun avec des cheminots, des travailleurs de la RATP, etc., avec lesquels les liens tissés dans la lutte se sont renforcés.

À Bagnolet en Seine-Saint-Denis, par exemple, des travailleurs du dépôt de bus voisin sont venus à la rencontre des travailleurs des collèges, grévistes et non-grévistes. La direction ayant refusé que les grévistes entrent dans l'établissement, les machinistes en grève ont été accueillis avec café et gâteaux devant les grilles et les élèves y ont gagné un cours d'éducation civique sur le rôle de la hiérarchie dans les conflits sociaux. Ceux de la RATP ont dit avec fierté qu'ils se battaient pour l'avenir de leurs enfants. Les professeurs, les agents et les surveillants non-grévistes sont aussi sortis pour écouter ceux qui en sont à 33 jours de grève et continuent à tenir

tête au gouvernement.

Des minorités de grévistes de différents secteurs s'organisent pour continuer les actions en direction des autres travailleurs et les inciter à rejoindre le mouvement. Bien entendu, chacun se pose des questions sur les perspectives mais tous sentent que le camp de ceux qui ne veulent pas continuer à subir les attaques et la dégradation des conditions de travail et de vie en sort renforcé.

Marion Ajar



## Dépôt de Créteil

Au dépôt de bus de Créteil, dans le Val-de-Marne, un noyau de 30 grévistes très mobilisés, auxquels s'ajoutent d'autres machinistes lors des gros temps forts, anime la grève depuis le 5 décembre, assurant les piquets de grève, les discussions avec les non-grévistes, les assemblées générales et toutes les actions et manifestations.

Vendredi 3 janvier, dès 4 heures du matin, un piquet inter-dépôts a rassemblé à Créteil près de 200 personnes, des machinistes de Créteil et d'autres dépôts, des cheminots, des enseignants. La police, qui était au rendez-vous, a chargé en utilisant des gaz lacrymogènes pour dégager le passage pour les bus sortants. Elle a finalement renoncé devant la détermination des manifestants et s'est repliée sous les cris de « On a gagné » ou « Le dépôt est à nous ».

Une assemblée générale combative s'en est suivie, avec de nombreuses prises de



parole, à l'intérieur du dépôt qui, cette matinée-là, « appartenait aux grévistes », comme a dit l'un d'entre eux.

Ceux-ci se sont découverts une nouvelle famille dans la lutte: « Une petite famille est née au dépôt de Créteil. » Beaucoup se sont adressés aux non-grévistes, empêchés de travailler à ce moment, pour qu'ils rejoignent ou reprennent la grève la semaine de la rentrée: « Faites-le par solidarité et pour les générations futures. »

Correspondant LO

## Fonctionnaires : le gouvernement s'attaque à ses salariés

Étendre aux travailleurs de la fonction publique la possibilité de rupture conventionnelle, qui existe déjà dans le privé: telle est la principale mesure applicable au 1<sup>er</sup> janvier de la loi dite de « modernisation de la fonction publique » adoptée l'été dernier.

C'est donc pour supprimer des emplois et pousser dehors des fonctionnaires que Macron a fait voter cette loi. Sa préparation avait déjà suscité une assez large hostilité parmi les principaux intéressés puisque, le 9 mai 2019, on avait compté plus de cent mille manifestants contre cette loi dans tout le pays. Ce jour-là, une grève avait réduit le trafic aérien d'un tiers et mobilisé notamment un enseignant sur cinq dans le primaire.

Il y a en effet de quoi être en colère. Car, si le gouvernement a glissé dans la loi une goutte de miel – avec la énième réaffirmation de l'objectif d'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et la suppression du jour de carence pour maladie pendant la grossesse – c'était pour faire avaler son tonneau de fiel. À présent, la précarité est encore étendue dans la fonction publique.

Alors que l'État, ses

différentes administrations locales et ses services publics, comptent déjà 1,3 million de salariés contractuels – c'est-à-dire non-fonctionnaires –, les possibilités pour les directions d'embaucher des travailleurs plus ou moins précaires sont amplifiées. Un contrat de projet est créé, pouvant durer entre un et six ans et surtout s'arrêter quand le projet est considéré comme terminé.

Le temps de travail peut aussi être augmenté avec la suppression des accords locaux, notamment dans les collectivités territoriales. Les agents de ces collectivités voient aussi leur droit de grève réduit, l'administration invoquant la nécessité d'organiser un service minimum.

Sous prétexte de modernisation, de simplification et de souplesse, l'État utilise l'arsenal antiouvrier comme n'importe quel patron.

Lucien Déroit

## Hôpitaux de Paris : Hirsch jette de l'huile sur le feu

**Un chèque-cadeau ! Ce n'est pas une augmentation de salaire, ni même une prime. Ce chèque-cadeau de 120 euros est l'aumône que Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, a décidé de faire au personnel soignant, administratif, technique et logistique.**

Cette mesure est déjà en soi une injure à l'ensemble du personnel qui se mobilise depuis des semaines, et depuis des mois en ce qui concerne les Urgences, pour une véritable revalorisation des salaires, pour l'arrêt des fermetures de lits et pour l'embauche de soignants à la mesure des besoins.

Mais il y a pire : Martin Hirsch présente son chèque-cadeau comme une compensation « pour la mobilisation sans faille dont le personnel fait preuve pour la prise en charge de nos patients dans cette période difficile de grève dans les transports ». Et, pour bien montrer que, dans son

esprit, il s'agit d'une mesure antigrève, il la réserve à ceux « qui n'ont pas compté plus d'un jour d'absence pendant la période, ce qui permet de concerner environ la moitié des agents de l'AP-HP ». On ne voit pas comment faire plus bas.

Cette minable combine du directeur général ne risque pas d'amadouer les hospitaliers, au contraire. Le Collectif inter-Urgences et le Collectif inter-hôpitaux ont d'ailleurs réagi par une opposition commune aux propositions que la ministre Agnès Buzyn a faites

au mois de décembre.

Si le personnel des Urgences et des autres services est épuisé, la cause n'est pas dans la grève des transports. Elle est dans le manque criant d'effectifs, auquel le gouvernement refuse de remédier par des embauches. Elle est aussi dans les restructurations et les fermetures de lits qui rendent quasi impossible d'hospitaliser les patients qui en ont besoin.

Constatant qu'on ne les écoute pas, plus de 1000 médecins se sont déclarés prêts à démissionner de toutes

leurs responsabilités administratives, y compris celle de coter les actes médicaux, sur laquelle reposent les recettes des hôpitaux publics.

Les deux collectifs appellent donc à poursuivre la mobilisation dans les hôpitaux, prévoyant une manifestation le 20 janvier. Et bien des hospitaliers se joindront aux manifestations et aux grèves inter-professionnelles à venir.

Non, vraiment, le gouvernement n'en a pas fini avec le mécontentement des travailleurs hospitaliers.

**Correspondant LO**



## Carrefour Market : une fin d'année combative et joyeuse

**Pendant la dernière semaine de décembre, les travailleurs de Carrefour Market de Vanves et de Boulogne-Billancourt ont été appelés à la grève.**

Ils dénonçaient la surcharge de travail liée aux manques d'effectifs, les bas salaires et le passage de certains magasins en location-gérance, ce qui permet d'externaliser les licenciements et d'en finir avec la représentation du personnel.

Ils étaient également mobilisés contre le projet de réforme des retraites, qui s'attaque à tous les travailleurs.

Lundi 30 décembre, les grévistes, soutenus par des militants d'autres secteurs de la localité, se sont rassemblés devant le magasin du Plateau, à Vanves, dans les Hauts-de-Seine. Ils ont crié leur colère et se sont adressés aux clients avec tracts et pétitions.

De la même façon, mardi 31 décembre, c'est devant le Carrefour Market de Boulogne-Billancourt, toujours en région parisienne, que les grévistes se sont rassemblés, soutenus notamment par des cheminots des ateliers de Châtillon, en grève

depuis le 5 décembre.

En effet, d'après un militant syndical, sur les 45 magasins de Paris-Ouest, près de 600 emplois ont disparu en cinq mois, soit une moyenne de 12 emplois par magasin. L'objectif de la direction est d'augmenter encore les bénéfices du groupe, qui étaient en 2018 de 773 millions d'euros. En outre, le groupe Carrefour bénéficie chaque année de la part de l'État de centaines de millions de subventions et d'exonérations de cotisations sociales.

Après le rassemblement, les salariés ont longuement déambulé dans le magasin, poings levés et drapeaux agités en chantant : « Nos salaires c'est de la m... il faut les augmenter » « La retraite est à nous et on veut la garder », accompagnés des poignées de mains des salariés non-grévistes, et des sourires des clients et des vigiles.

**Correspondant LO**

## Chronopost - Alfortville : 26 travailleurs sans papiers régularisés

**En lutte depuis le 11 juin 2019, 26 travailleurs sans papiers, installés dans un campement sur le trottoir devant l'agence Chronopost d'Alfortville, viennent d'obtenir leur régularisation auprès de la préfecture du Val-de-Marne.**

Depuis cette date, ils vivent nuit et jour dans des conditions précaires, de plus en plus éprouvantes avec l'hiver. Après quatorze premières régularisations avec autorisation de travail obtenues en décembre, douze autres ont été délivrées le 2 janvier, ce qui porte à 26 le nombre de régularisations de grévistes de Chronopost.

Ces régularisations ont été obtenues malgré et contre des employeurs

-La Poste, sa filiale Chronopost, le sous-traitant Derichebourg et Mission Intérim- qui ont toujours refusé d'assumer leurs responsabilités, niant l'existence même de ces travailleurs qu'ils exploitent, tous complices dans un système de sous-traitance en cascade bien rodé.

Ce succès est le fruit de la mobilisation et de la ténacité exemplaire des travailleurs, engagés depuis près de sept

mois dans ce combat pour obtenir leur droit au séjour et au travail, et le respect de leur dignité. Elles sont aussi le fruit de la mobilisation de nombreux soutiens qui ont été présents sans relâche à leurs côtés, et en particulier des nombreux travailleurs sans papiers d'autres entreprises qui soutiennent depuis des mois la lutte de ceux de Chronopost.

Les dossiers de ces travailleurs vont faire l'objet d'un dépôt en préfecture. Dans l'attente des conclusions des procédures en cours, la mobilisation se poursuit.

**Correspondant LO**



## Régularisation : le parcours du combattant

Pour être régularisés, les travailleurs sans papiers ont besoin de produire une promesse d'embauche et des fiches de paie. Or, bien souvent, celles-ci ne sont pas à leur nom, mais à celui d'un ami ou d'un cousin en règle, un « alias » qui prête ses papiers le jour du recrutement. Il faut donc que l'employeur accepte de fournir une attestation de concordance

d'identité confirmant que la personne qui demande des papiers est bien celle qui a travaillé. Elle peut alors faire la demande à la préfecture pour obtenir, peut-être, un récépissé de demande de carte de séjour autorisant son titulaire à travailler.

Autrement dit, sans attestation de concordance, il n'y a pas de possibilité d'obtenir un récépissé et,

sans récépissé, pas de travail possible dans la légalité... et donc pas de papiers. C'est le cercle infernal dans lequel sont enfermés les travailleurs sans papiers.

Il faut donc toute une lutte, ne serait-ce que pour obtenir ces récépissés, simples bouts de papier mais qui constituent un pas important vers l'obtention d'une carte de séjour.

**Correspondant LO**

## Auchan : mille emplois menacés

Les travailleurs d'Auchan ont appris par les médias que 1 000 d'entre eux sont menacés de perdre leur emploi dans la branche hypermarchés.

Plus de 700 travailleurs sont également poussés hors du groupe après l'annonce, au printemps 2019, de la mise en vente ou de la fermeture de 21 magasins.

Aux dires de la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan, les hypermarchés, qui représentent 80 % du chiffre d'affaires de l'enseigne, pèseraient sur les résultats du groupe. Pour aller dans ce sens, un déficit de 1,145 milliard d'euros a été déclaré pour l'année 2018, suivi sur le premier semestre 2019 d'un déficit comptable de 1,5 milliard.

Cela vient bien sûr après des dizaines d'années de profits accumulés par les propriétaires d'Auchan, qui caracolent dans le peloton de tête des plus grosses fortunes du pays.

Car Auchan, ce ne sont pas seulement les hypermarchés. Ce sont aussi des supermarchés par centaines, des magasins de proximité qui se multiplient dans les centres-villes, des drives, des sites de vente en ligne.

Et surtout Auchan fait partie de l'Association familiale Mulliez, cette

structure qui regroupe, pour le compte de l'ensemble de la famille, des enseignes comme Decathlon, Leroy Merlin, Kiloutou, Norauto, Boulanger, Pimkie et plusieurs dizaines d'autres, sans oublier l'immobilier avec la construction de galeries commerciales comme celle de la future gare de l'Est à Paris.

Chez Auchan, de l'argent, il y en a... sur les comptes des membres de la famille Mulliez. Et c'est bien pour continuer à faire prospérer leur fortune en milliards qu'ils veulent supprimer des emplois par milliers. C'est inacceptable.

**Philippe Logier**

## Huile de palme : un seul carburant, le profit



Total La Mède.

Total continuera-t-il à transformer l'huile de palme en carburant dans sa raffinerie de La Mède, dans les Bouches-du-Rhône ? Le feuilleton connaît un nouveau rebondissement.

Contrairement aux députés, le Sénat vient d'accorder de nouveau des dégrèvements de taxes permettant à Total de rentabiliser la transformation de 500 000 tonnes d'huile de palme par an.

Il y a peu, les pouvoirs publics avaient remis en cause ces dégrèvements sous la pression conjointe des écologistes, au vu des ravages causés dans les forêts de Malaisie et d'Indonésie d'où vient l'huile de palme, et des producteurs français de colza, amateurs de subventions, de pollution et de bénéfices bien de chez nous et plus particulièrement bien de chez eux.

L'huile de palme permet de jouer sur plusieurs tableaux. L'Indonésie et la Malaisie exportent 80 % de cette production. Les coûts

sont très bas car les noix sont coupées, ramassées et convoyées à la main par des ouvriers agricoles ou des petits planteurs à peine mieux traités que des esclaves. Et, comme l'a dit crûment un responsable malaisien, « si on vend moins d'huile de palme, on achète moins de produits français, de matériels militaires ou d'Airbus ».

En 2002 la France, c'est-à-dire les capitalistes de l'armement, avait vendu deux sous-marins Scorpène à la Malaisie. En vertu de quoi, la Malaisie avait exporté pour 234 millions d'euros d'huile vers la France et certains facilitateurs avaient empoché une part du magot. Pour poursuivre cet échange de bons procédés, Total a transformé sa raffinerie désaffectée de La Mède en usine capable

de transformer l'huile de palme en carburant. Le gouvernement lui avait promis que l'huile bénéficierait d'une détaxe au titre de l'écologie, prière de ne pas sourire. Indonésie et Malaisie se préparaient à fournir à Total 500 000 tonnes d'huile par an. De leur côté, Dassault est en négociation pour dix-huit Rafale, Naval Group a vendu six corvettes, Airbus quelques appareils. La ministre de la Défense est même venue parler stratégie sur place, montrant les beautés du porte-avions *Charles-de-Gaulle* et de ses Rafale embarqués.

Ce processus commercial un temps interrompu reprendrait donc, évidemment sous la pression de Total, qui veut rentabiliser ses installations, et celle de marchands de canons toujours à l'affût. Le Sénat est peuplé de personnes responsables et qui savent qu'une tartine peut se graisser à l'huile de palme. L'honorable assemblée avait, en 1996 déjà, produit un rapport sur l'avenir prometteur des relations commerciales franco-indonésiennes au moment où la déforestation explosait pour cause de plantations de palmiers. Le rapport se concluait par la mention d'une réunion avec les industriels de l'armement et leurs représentants en Indonésie.

Quel système absurde et inhumain, qui détruit des forêts et dédie des terres arables à l'alimentation des moteurs plutôt que des humains, et tout cela pour vendre des armes!

**Paul Galois**

## Impôts locaux : baisses en trompe-l'œil et hausses réelles

En 2019, la taxe foncière a rapporté plus que les années précédentes, en particulier dans les grandes villes, avec une hausse médiane de 2,2 % de leurs revenus liés à cette taxe. Pourtant, la plupart des municipalités affichent des taux d'imposition inchangés, ou même souvent revus à la baisse, aussi bien pour la taxe foncière que la taxe d'habitation. Comment est-ce possible ?

En cette année préélectorale, le gouvernement a tout simplement augmenté de 2,2 % les valeurs locatives, autrement dit les bases de calcul de ces deux impôts locaux. Il s'agit d'une hausse générale forfaitaire, qui s'ajoute à d'autres hausses circonstancielles, par exemple les réévaluations des valeurs locatives effectuées lors d'une rénovation urbaine.

Ainsi le maire de La Rochelle, en Charente-Maritime, soutenu par LREM et le PS aux prochaines municipales, peut se vanter auprès de son électoralat d'avoir baissé le taux de la taxe foncière de 33,59 % à 32,92 % sur deux ans, alors que, du fait de la hausse de la base de calcul, la taxe a rapporté au moins autant à la ville. Dans le même

département, le maire de Saintes, qui se représente investi par LREM, peut afficher pour sa part des taux municipaux inchangés pour la taxe d'habitation et la taxe foncière, alors que ces taxes ont en fait rapporté plus... et ponctionné bien plus les habitants.

Les maires n'ont certes que des moyens d'action limités, dépendants qu'ils sont des ressources et décisions de l'État. Mais le gouvernement leur permet de faire de l'affichage à l'occasion des élections municipales, alors que les prélèvements fiscaux sur la population laborieuse augmentent, en particulier du fait de ces impôts locaux qui taxent au même taux un travailleur et un rentier multimillionnaire.

**David Louvois**

## Le fléau des féminicides

149 femmes ont été tuées par leur compagnon au cours de l'année 2019. Et les féminicides continuent en ce début d'année.

Ces meurtres sont la sinistre conséquence du sexisme ordinaire qui empoisonne la société, qui est aussi la cause, chaque année, de 200 000 violences contre les femmes et de 80 000 viols.

Les mesures gouvernementales face à ce fléau ne sont pas à la hauteur

de ce qu'il faudrait. Elles ne permettent pas l'aide juridique et le soutien humain nécessaire, ni d'obtenir vite un logement ou un travail pour réagir quand une femme est menacée par son conjoint.

En 2017, Macron avait proclamé l'égalité homme-femme grande cause nationale. Mais il est plus urgent pour lui de démolir les retraites.

**A.V.**



## Meurtre de Villejuif : le terrorisme à tout propos

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que soit qualifié de crime terroriste le geste de l'individu qui a tué un homme et blessé deux femmes vendredi 3 janvier dans un parc de Villejuif. Les premiers renseignements montraient pourtant que cet homme, qui a été abattu par la police, était avant tout un déséquilibré.

Le meurtrier était sorti de l'hôpital psychiatrique en mai 2019 et avait interrompu son traitement un mois plus tard. Suivi pour des troubles depuis l'âge de 5 ans, il avait été hospitalisé à plusieurs reprises, notamment d'office à la demande de ses parents. Il ne peut donc y avoir de doute sur le fait que ce meurtrier traînait derrière lui un lourd passé de malade psychiatrique.

Pour parler de terrorisme islamiste, la police et la justice s'appuient maintenant sur le fait qu'au moment du meurtre l'individu aurait menacé plusieurs personnes au cri de « Allah Akbar » et qu'on aurait retrouvé chez lui « une lettre testamentaire avec des répétitions assez caractéristiques du musulman qui s'autoflagelle », selon la formule du directeur adjoint de la Police judiciaire de Paris. Comme si des déséquilibrés capables de crier n'importe quoi, en s'identifiant à un personnage ou à une religion, ne peuplaient pas les hôpitaux psychiatriques, voire parfois les quais du métro ! Aujourd'hui, dans leur délire, certains peuvent s'identifier aux djihadistes, simplement parce qu'ils en ont entendu parler.

Cette rapidité à qualifier le crime de terroriste est d'autant plus choquante qu'elle est à l'exact opposé de ce qui s'était passé

lorsqu'un autre déséquilibré, ancien candidat du Front national, avait blessé des musulmans devant la mosquée de Bayonne, qu'il voulait incendier. Macron et le procureur de la République avaient alors simplement parlé d'attaque, et non d'attentat, et encore moins de terrorisme.

Confier l'affaire de Villejuif au Parquet antiterroriste, ouvrir une enquête pour « assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste » et « association de malfaiteurs terroriste criminelle » n'est pas anodin. Il est pourtant évident que l'acte du tueur fou n'a rien à voir avec des attentats comme ceux de *Charlie Hebdo* ou du Bataclan, planifiés et organisés avec tout un réseau d'exécutants et de complices, y compris à l'étranger.

La qualification d'actes comme terroristes ne change rien aux faits eux-mêmes. Mais les attribuer à une mouvance islamiste organisée permet au pouvoir d'entretenir un climat de menace permanente, justifiant toutes les restrictions aux libertés, les pleins pouvoirs donnés à la police et même les interventions militaires à l'étranger. C'est bien pourquoi elle tend à être attribuée à la hâte, à tout propos et hors de propos.

Daniel Mescla



## Finance : des sommets vertigineux au prochain krach

L'année 2019 a été exceptionnelle pour les marchés financiers. Pourtant l'économie réelle continue de se casser la figure.

Cette année, d'après un spécialiste de la finance, « les marchés ont enregistré des performances hors norme ». En effet les chiffres sont impressionnants. L'indice de la Bourse de Paris a augmenté de 28 %, celui de la Bourse de New York de 23 %. Et, par exemple, les actions du groupe de luxe LVMH, dont le propriétaire est Bernard Arnault, le deuxième homme le plus riche du monde, ont augmenté de 62 %.

Mais, si de tels gains financiers ont été possibles, alors que la production s'esouffle voire recule, c'est parce que la finance, en absorbant des masses toujours plus gigantesques de capitaux, en prive justement l'économie réelle, qui est pourtant le seul endroit où ces capitaux peuvent contribuer à créer des richesses, grâce au travail humain.

Et puis, les grandes banques centrales mondiales, qui sont censées réguler la quantité d'argent en circulation dans l'économie,

ont continué à ouvrir leurs vannes en grand. Ce n'est pas pour permettre au petit commerçant, au petit artisan ou au petit paysan d'avoir accès à un crédit pour empêcher sa petite entreprise de couler dans cette période de crise. Ceux-là, la finance les a étranglés par le biais de la dette, en les pressant comme des citrons avant de les laisser mourir. Si l'argent des banques centrales a coulé à flots, il a d'abord alimenté la finance. Comme l'avoue un autre expert financier interviewé dans la presse : « Les banques centrales ont mis les marchés financiers sous masque à oxygène. »

Cet argent a servi à la finance pour spéculer, c'est-à-dire pour miser comme on parie aux courses sur un cheval. Mais là, il s'agit d'actions d'entreprises ou d'autres produits financiers dont la valeur évolue « au gré des événements politiques et économiques, voire des Tweet de Donald Trump », comme a expliqué un

autre analyste financier.

À côté de cela, les grandes entreprises ont réduit leurs effectifs, comme dans l'automobile, ou fermé des sites, comme General Electric à Belfort. Nombre de petites entreprises sous-traitantes, elles, ont mis la clef sous la porte. Les victimes ont été d'abord les travailleurs. Le chômage a touché toutes les branches de l'industrie et des services, et les seuls emplois qu'on trouve désormais sont quasiment tous des emplois précaires.

Aujourd'hui, au mépris de l'évidence, le gouvernement français ose dire qu'on ne peut pas trouver l'argent pour payer les retraites. Pendant ce temps, les marchés financiers battent leurs précédents records historiques, ceux qui dataient de 2007 ou 2008, c'est-à-dire juste avant leur effondrement d'il y a douze ans. En fait de prospérité, cela pourrait annoncer surtout l'arrivée d'un nouveau krach financier, qui serait encore plus dévastateur pour l'économie réelle que celui de 2008.

Pierre Royan

## Publicités Alliance Vita : les réactionnaires à l'affiche

Une série d'affiches apparues dans les gares et stations de métro et de bus en région parisienne promet que la société progressera... à condition qu'on respecte les mamans, les papas et les embryons.

Car, au nom du progrès, c'est bien une campagne contre l'interruption volontaire de grossesse et contre les lois bioéthiques que portent ces affiches, signées Alliance Vita.

À l'heure où la loi bioéthique, étendant à toutes les femmes le droit à la procréation médicalement

assistée, doit repasser devant le Sénat, les réactionnaires donnent de la voix. Un bras de fer juridique s'est engagé pour empêcher ces affichages dans les lieux publics mais, pour l'heure, la justice a donné raison à ces arriérés.

Alliance Vita se veut apolitique et se présente comme

un organisme quasiment scientifique, spécialisé en questions bioéthiques. Elle anime également SOS Bébé, plateforme qui, sous couvert d'offrir aux femmes une écoute et une information neutres sur l'IVG, milite en réalité pour les en dissuader.

C'est le milieu catholique réactionnaire qui est à la manœuvre. Parmi les dirigeants de cette association, on trouve Tugdual Derville, ancien porte-parole de la Manif pour tous. Le cheval



de bataille de ce fils de militaire, et frère du directeur de conscience de l'Opus dei, est la lutte contre l'homosexualité en général et contre les couples de parents homosexuels en particulier.

Parler de respect de la vie et de la différence en s'attaquant aux droits des femmes et des homosexuels : c'est le progrès façon grenouille de bénitier.

Nadia Cantale

## Argentine : l'économie au bord de la faillite

Le nouveau président argentin, Alberto Fernandez, a pris ses fonctions le 10 décembre. Avant les fêtes, il a fait adopter un plan d'urgence, d'autant plus urgent que l'économie est asphyxiée par le poids de la dette et la dîme qu'elle doit payer aux marchés financiers.

Le précédent président, Mauricio Macri, a contracté auprès de divers établissements financiers, dont le Fonds monétaire international, une lourde dette de 330 milliards de dollars, soit 297 milliards d'euros, équivalant à 90 % du produit intérieur brut, dont 44 milliards sont dus au FMI. Pour essayer d'y faire face, Macri avait lancé un plan d'austérité frappant les classes populaires. Le chômage a explosé et l'inflation a dévoré les salaires.

Le choix du nouveau président péroniste est de stimuler la consommation et d'augmenter un peu les revenus populaires, dans l'espoir de relancer la croissance. La loi d'urgence prévoit d'imposer un peu plus le patrimoine des plus aisés. L'achat de devises étrangères – un sport national, quand l'Argentine est en crise, pour compenser la chute de la valeur du peso – sera taxé à 30 %. Il en sera de même pour les paiements et retraits faits à l'étranger avec une carte bancaire. Ce nouvel impôt, baptisé « Pais » (pays), voudrait freiner la fuite des capitaux. Il s'agit de renforcer le contrôle des changes mis en place par

Macri en septembre, qui limitait les achats de devises à 200 dollars (180 euros) par personne et par mois.

L'argent de l'impôt Pais devrait servir à financer des programmes sociaux. Des primes vont être accordées aux retraités et aux familles modestes. Sur les 44 millions d'Argentins, deux millions devraient bénéficier de bons alimentaires. Mais Fernandez a aussi suspendu pendant six mois l'indexation des retraites sur l'inflation, une mesure qui ne peut que frapper les retraités populaires. Un des acquis de Cristina Kirchner, présidente de 2007 à 2015 et aujourd'hui vice-présidente de Fernandez, avait été de mettre en place des retraites, faibles mais régulièrement payées. La mesure de Fernandez va en sens inverse. Il est aussi question de changer le mode de calcul des retraites, qui pourraient n'augmenter que par décret.

La crise ayant eu des effets dévastateurs pour l'activité industrielle, le gouvernement prévoit des aides pour les entreprises, avec des baisses de charges et un rééchelonnement des



À Buenos Aires en septembre 2019, contre la pénurie alimentaire.

dettes. En revanche le secteur agricole, celui de la bourgeoisie argentine qui a fait sa fortune hier sur le bétail, aujourd'hui sur le soja, reste très prospère du fait de ses liens avec le secteur agro-alimentaire mondial. Le plan prévoit de taxer de trois points supplémentaires les exportations de soja, de blé et de maïs. Mais il faut rappeler qu'en son temps Cristina Kirchner avait affronté la colère de ce secteur patronal et avait dû renoncer à le taxer.

Pour ce qui est de la dette

laissée par Macri, le gouvernement vient d'obtenir du Congrès un report du paiement de 9 milliards de bons du Trésor, immédiatement sanctionné par une dégradation de la note de l'Argentine. Interrogé à ce sujet, Fernandez a admis que le pays était en défaut de paiement virtuel. On n'est pas très loin de la situation du krach de 2001 : « À l'époque le taux de pauvreté avait atteint 57 %, or nous en sommes à 41 % », a ajouté Fernandez.

Quant aux travailleurs, le président a annoncé qu'il

s'oppose à augmenter leurs salaires. Au cours de l'année écoulée, le change du dollar par rapport au peso a augmenté de 63 %, tandis que les salaires n'augmentaient en moyenne que de 20 %. Le salaire réel a donc fortement baissé. Le nouveau gouvernement aimerait maintenir cet héritage de la présidence Macri et, pour cela, le soutien de la bureaucratie syndicale lui est acquis. À l'inverse, les travailleurs ne peuvent accepter de payer ainsi pour la crise.

Jacques Fontenoy

## Le brillant enseignant était un ex-tortionnaire

Le 15 décembre, l'ex-tortionnaire argentin Mario Sandoval, qui faisait carrière en France depuis 1985, a été extradé vers son pays pour y répondre d'un crime commis pendant la dictature (1976-1983). Il est par ailleurs soupçonné d'avoir participé alors à plus de cinquante crimes, tortures et séquestrations.

Il a fallu huit ans de bataille judiciaire en France, car cet ex-policier a fait jouer tous les recours auprès de toutes les instances, allant jusqu'à nier être lui-même. Sandoval, 66 ans, qui tenait un blog en faveur de la dictature, est poursuivi par Sergio Torres, magistrat chargé de l'instruction de l'enquête sur les crimes commis dans le centre de torture de l'École de mécanique de la marine (ESMA) de Buenos Aires, où ont disparu 5 000 des 30 000 opposants assassinés par l'armée. Trois procès de tortionnaires de l'ESMA ont déjà eu lieu et une cinquantaine de condamnations à perpétuité ont

été prononcées.

Hernan Abriata, étudiant en architecture et jeune péroniste, avait été arrêté au domicile qu'il partageait avec son épouse Monica. Le chef du commando venu l'arrêter s'était présenté comme Mario Sandoval de la Coordination fédérale. À l'épouse, il avait dit que c'était de la routine et qu'elle en saurait plus le lendemain. La femme d'Hernan a donc vu Sandoval, de même que sa mère, 93 ans aujourd'hui, et son père, décédé depuis, et une sœur d'Hernan, car Sandoval s'était d'abord présenté au domicile des parents.

Dès 1984, la famille

avait dénoncé la disparition d'Hernan aux autorités. Des témoignages ont confirmé sa présence dans les greniers de l'ESMA, où il a connu le même sort que la majorité des détenus, emprisonnés, torturés, avant d'être drogués et jetés depuis un avion dans le rio de la Plata. En 2017, des enquêteurs ont retrouvé un message sur un mur du grenier : « H. A. Monica, je t'aime. » Sandoval est soupçonné de 500 autres crimes, mais seul le dossier d'Hernan est étayé par des témoignages directs.

En France, Sandoval a dissimulé son passé de tortionnaire. Se présentant comme un expert en intelligence économique, il a été naturalisé en 1997. Il est devenu vice-président de l'Association internationale francophone d'intelligence économique, a entretenu des liens avec l'université de Marne-la-Vallée et a

enseigné à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine de l'université Sorbonne nouvelle entre 1999 et 2005 ; un recrutement effectué quand cet institut était dirigé par l'actuel ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, ce qui scandalise

des membres de cet institut.

Selon la presse colombienne, Sandoval aurait aussi participé en 2001 à une réunion pour faire bénéficier de ses sinistres compétences les paramilitaires d'extrême droite de Colombie...

J. F.

**Cercle Léon Trotsky**  
**Venezuela, Bolivie, Chili...**  
**L'Amérique latine dans la crise**

**Vendredi 10 janvier à 20 h 30**

Grande salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor – Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

**Avec l'intervention d'une camarade cheminote sur le mouvement de grève en cours**

Participation aux frais : 3 euros

## Italie : l'attentat de Piazza Fontana, massacre d'État

Le 12 décembre 1969, à Milan, une bombe explosait à la Banque de l'Agriculture, Piazza Fontana. En plein centre-ville, dans ce hall de banque très fréquenté en fin d'après-midi, l'explosion fit dix-sept morts et 86 blessés. Au même moment, d'autres tentatives d'attentat avaient lieu à Milan et dans d'autres villes, sans avoir les mêmes conséquences. Cela survenait alors que le pays vivait depuis des semaines au rythme des grèves et des manifestations de millions de travailleurs.

Parti des bastions ouvriers des grandes usines du nord du pays, cet « automne chaud » avait mis sur la table toutes les exigences des travailleurs : les salaires trop bas, les conditions de travail indignes, le régime de caserne des ateliers. Les directions syndicales avaient eu bien du mal à en garder le contrôle. Elles n'étaient parvenues à épuiser la combativité ouvrière qu'en l'émiettant autour d'objectifs secteur par secteur. En décembre, le mouvement s'achevait, au moins provisoirement, par la signature de conventions collectives dans la plupart des grands secteurs industriels.

L'explosion sociale avait cependant fortement secoué le gouvernement et le grand patronat, et l'attentat ne survenait pas par hasard. Il servait tous ceux, du gouvernement au grand patronat en passant par tous les courants réactionnaires, qui fustigeaient le « chaos social » et souhaitaient une reprise en main.

### Les anarchistes accusés

Les décombres encore fumants et les morts et les blessés à peine ramassés, la police de Milan s'empressa de diriger l'enquête contre les groupes anarchistes. Rien n'indiquait qu'ils aient envisagé de poser des bombes, ce qui n'empêcha pas la police d'arrêter une dizaine de militants, et la presse et le gouvernement de se répandre en articles et communiqués dénonçant

« les monstres communistes anarchistes » et la « furie de bêtes humaines » qui, après avoir « tenté de saboter l'économie, veulent maintenant semer la mort et la terreur dans nos rues ». Au-delà des cercles anarchistes, les travailleurs grévistes, les organisations d'extrême gauche, et même le Parti communiste et le syndicat CGIL étaient accusés d'avoir provoqué un climat de désordre qui aboutissait à cet attentat sanglant.

Giuseppe Pinelli, un cheminot anarchiste, fut arrêté et interrogé pendant trois jours dans les bureaux de la préfecture de police de Milan. Il y mourut en tombant d'une fenêtre du cinquième étage, la police prétendant contre toute vraisemblance qu'il s'était suicidé. Un autre militant anarchiste, Pietro Valpreda, accusé d'avoir déposé la bombe, était inculpé.

### Les vrais coupables à l'extrême droite et au sommet de l'État

Un mois plus tard cependant, la version de la police accusant les anarchistes était remise en cause. Guido Lorenzon, secrétaire d'une section de la très respectable Démocratie chrétienne, pilier du gouvernement et du système parlementaire, se présenta en effet aux carabinieri pour rapporter ce que l'un de ses amis, militant d'extrême droite, lui avait confié. Le groupe auquel celui-ci appartenait envisageait une série d'attentats afin de créer un climat



Le hall de la Banque de l'agriculture après l'attentat.

politique propice à un tournant autoritaire et à l'instauration d'une dictature militaire.

Il fallut plusieurs mois pour que son témoignage soit pris en compte et que Giovanni Ventura, le néofasciste qu'il dénonçait, soit arrêté avec un complice, pour avoir organisé l'attentat. Et ce n'est que le 23 février 1972 que s'ouvrit le procès, où comparaissait, aux côtés des militants néofascistes, un agent des services secrets, démontrant l'implication d'une partie de l'appareil d'État dans l'attentat.

Et c'est bien cette implication de l'appareil d'État qui explique le parcours particulièrement tortueux que prit la justice. Le procès, prévu à Rome, fut d'abord déplacé à Catanzaro, au sud du pays. Les accusés y furent acquittés pour insuffisance de preuves. Un second procès les condamna, avant qu'un troisième ne les acquitte à nouveau. Entre deux verdicts, les néofascistes réussirent à fuir le pays. En 1987, l'anarchiste Valpreda fut finalement définitivement acquitté, mais aussi les néofascistes Freda et Ventura, ainsi que l'agent des services secrets. En

2005, 36 ans après l'attentat, la Cour de cassation classa définitivement l'affaire, tout en l'attribuant officiellement à l'organisation fasciste Ordine Nuovo.

### Massacre d'État et stratégie de la tension

L'attentat de Piazza Fontana ouvrait ce qui fut baptisé la « stratégie de la tension », dans laquelle les groupes fascistes voyaient le moyen de mettre un terme à l'agitation sociale, de faire rentrer dans le rang la classe ouvrière et d'endiguer la « menace communiste ». Ils avaient l'appui d'une partie de l'appareil policier et militaire et de dirigeants politiques. D'autres attentats aveugles, comme celui sur le train Italicus en 1974, ou celui de la gare de Bologne en 1980, qui fit 85 morts, furent commis par l'extrême droite fasciste. Chaque fois, des complicités avec des membres des services secrets, voire avec la Mafia, furent avérées, sans que les organisateurs et les donneurs d'ordres soient jamais clairement identifiés et encore moins condamnés.

Pendant des années, bien des militants de la gauche et de l'extrême gauche dénoncèrent ces attentats des groupes fascistes comme des « massacres d'État ». Mais ni les dirigeants des partis de gauche ni ceux des syndicats n'envisageaient de proposer aux travailleurs une politique à la hauteur de l'enjeu. Ils ne leur proposèrent que de s'en remettre à « l'État démocratique », pendant que les inspireurs de la stratégie de la tension restaient à l'abri de ce même appareil d'État.

Certains militants d'extrême gauche, ayant perdu confiance dans les forces de la classe ouvrière, crurent pouvoir répondre au terrorisme noir par des attentats

visant des personnalités politiques ou du patronat. Ce fut le début des Brigades rouges et des groupes similaires, dont les actions, individuelles et totalement extérieures à la classe ouvrière et à son contrôle, étaient également censées en « réveiller » la conscience. En réalité, bien loin de provoquer la révolution, cette politique permit aux dirigeants politiques d'attribuer le terrorisme à l'extrême gauche autant qu'à l'extrême droite, de condamner la violence en général et de discréditer du même coup ceux qui, au sein de la classe ouvrière, proposaient une politique de lutte. Le Parti communiste lui-même, avide de proposer ses services de parti de gouvernement, appela à la « solidarité nationale », à « préserver la démocratie », et justifia ainsi son soutien aux gouvernements de la Démocratie chrétienne et à leur politique d'austérité.

Si le projet des groupes fascistes et de leurs soutiens au sein de l'appareil d'État n'aboutit pas à l'instauration d'une dictature militaire, les forces de répression sortirent considérablement renforcées de cette période. Le gouvernement saisit le prétexte des attentats et du climat de violence pour faire voter des lois spéciales, construire des super-prisons, attribuer des pouvoirs spéciaux et des moyens d'exception à la justice et aux carabinieri. Ces moyens, utilisés contre les Brigades rouges, épargnèrent largement les terroristes fascistes.

Quant à l'attentat de Piazza Fontana, cinquante ans après, le mystère demeure sur ceux qui en ont été les véritables inspireurs politiques. Il y a pourtant une certitude : c'était bien un massacre d'État.

Nadia Cantale



Lors de la commémoration de 2018. Sur les banderoles : « Massacre d'État - main fasciste » et « Valpreda innocent - Pinelli assassiné ».

# Moyen-Orient : Trump l'incendiaire

L'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani par un drone de l'armée américaine, le 3 janvier, a été un coup de tonnerre. Le président des États-Unis Donald Trump, qui l'a commandité, continue de jouer avec le feu au milieu de l'énorme poudrière qu'est la région du Moyen-Orient.

Une des premières conséquences de cet acte a été de faire de ce général un nouveau martyr pour le régime iranien. En novembre, cette dictature avait dû faire face à des émeutes contre la vie chère et la misère, et les forces militaires, dont Soleimani était un des plus hauts responsables, et les pasdarans (les gardiens de la révolution islamique) avaient été la colonne vertébrale d'une répression extrêmement brutale qui avait fait plusieurs centaines de morts. Aujourd'hui, la dictature iranienne peut utiliser la mort de Soleimani pour se renforcer et organiser des processions en son honneur, rassemblant des foules très importantes.

Car le coup de Trump est une véritable provocation. Soleimani était une figure importante du régime iranien. Justement parce que son élimination pouvait signifier un acte de guerre

évident, il se sentait dans une certaine position d'invulnérabilité, au point de ne pas spécialement chercher à cacher le détail de ses déplacements aux yeux de l'armée américaine.

Cet acte de guerre accule encore plus le régime iranien. Depuis que les États-Unis ont décidé d'accroître leur pression économique et politique contre l'Iran, le pays est en train d'étouffer. Le blocus économique extrêmement sévère a fait s'effondrer la production. Le PIB (produit intérieur brut) a reculé de 5 % en 2018 et de presque 10 % en 2019. La production pétrolière a été divisée par deux. Le chômage a explosé. Son taux officiel est aujourd'hui de 17 %. La hausse des prix a été de 35 % l'année dernière, après avoir déjà été de 30 % l'année précédente. Le recul économique est tel que le budget de l'État iranien pour l'année à venir est retombé à

des niveaux jamais atteints depuis plus de trente ans et la période de la guerre Iran-Irak. En fait, les émeutes de novembre dernier n'étaient que la conséquence logique de cet effondrement catastrophique du niveau de vie de la population.

Comment le régime iranien répondra-t-il à la provocation américaine, et que compte faire désormais le gouvernement des États-Unis ? Si escalade militaire il y a, elle aura des répercussions mondiales. Même les marchés financiers internationaux s'en sont inquiétés. Une première onde de choc financière a d'ailleurs fait chuter les cours de plusieurs Bourses mondiales et fait grimper les prix du pétrole.

La situation est explosive dans tout le Moyen-Orient. Les rivalités entre les différentes puissances régionales s'aiguisent : entre l'Iran et l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël, autant d'États qui sont sur le pied de guerre ou déjà carrément en guerre, qui interviennent directement ou indirectement en Syrie et en Irak. L'Arabie saoudite mène sa guerre au Yémen,



Manifestation après l'assassinat de Soleimani.

l'armée turque vient de s'installer au nord de la Syrie et a même commencé à intervenir en Libye. Il ne manque pas grand-chose pour qu'une guerre généralisée embrase toute cette région.

Le rôle de premier fauteur de guerre revient aux États-Unis, dont l'intervention militaire contre Saddam Hussein en 2003 a complètement déstabilisé le Moyen-Orient, et qui veulent contrôler cette région stratégique. Les dirigeants américains n'ont jamais non plus abandonné l'idée d'abattre le régime iranien mis en place en 1979. Car ce régime, issu d'une révolution étranglée par le parti religieux de l'ayatollah Khomeini, dont les dirigeants actuels sont les héritiers, a toujours voulu maintenir son indépendance et sa liberté d'action face à l'impérialisme américain. Pour rappeler qu'il

veut lui faire payer ce passé, Trump a déclaré justement qu'il pourrait attaquer 52 sites iraniens, en référence aux 52 Américains de l'ambassade des États-Unis à Téhéran qui avaient été pris en otages pendant plusieurs mois en 1979.

Un cap guerrier a été franchi. Et même si ni les États-Unis ni l'Iran n'ont intérêt à l'escalade militaire, tout en est place pour qu'elle puisse avoir lieu. Ce n'est pas le Moyen-Orient seul qui est au bord du gouffre. Par le jeu des rivalités et des alliances entre les grandes puissances et leurs alliés, et surtout parce que le monde capitaliste est en plein pourrissement et engendre partout des tensions guerrières, en Orient comme en Occident, l'assassinat de Ghassem Soleimani à Bagdad le 3 janvier pourrait avoir des conséquences terribles à l'échelle mondiale.

Pierre Royan

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Australie : face aux incendies, l'irresponsabilité du pouvoir

Une zone plus étendue que le Danemark partie en fumée, 25 morts à ce jour, 100 000 personnes évacuées, des milliers de bâtiments détruits, des animaux brûlés par centaines de milliers, les grandes métropoles australiennes asphyxiées par la fumée qui macule jusqu'aux glaciers néo-zélandais situés à 2 000 kilomètres : les feux qui dévastent en ce moment l'Australie ont pris une proportion monstrueuse.

En 2019, pendant l'hiver austral, de juin à septembre, la sécheresse a été particulièrement longue. La saison des feux de forêt a commencé tôt au printemps, dès septembre-octobre. Les très fortes chaleurs de l'été, ressenties depuis décembre, ont servi d'accélérateur à ce fléau saisonnier.

Ce sont des centaines de feux qui touchent une très vaste zone : essentiellement les États de Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria et d'Australie Méridionale. Or c'est là, dans le sud-est du pays, que se situent les grandes agglomérations – Sydney, Melbourne et la capitale Canberra – et que résident la majorité des 25 millions d'Australiens. Les pompiers sont dépassés par l'ampleur de la catastrophe, qui pourrait durer des mois.

La colère de la population contre le Premier ministre, Scott Morrison, ne fait qu'augmenter. Ce dirigeant du Parti libéral, de droite, est arrivé au pouvoir il y a

un an et demi en s'appuyant sur l'influence des grandes compagnies minières. Niant ou minimisant le réchauffement climatique, il a laissé toute liberté aux patrons de l'industrie du charbon, particulièrement polluante, demandant à la population d'être patiente à ce sujet. Cette politique de laisser-faire dans tous les domaines apparaît comme particulièrement néfaste, au moment où les effets à long terme du réchauffement s'ajoutent aux causes saisonnières des feux.

Dans un premier temps, en décembre, Morrison n'a pas semblé se soucier des incendies, pourtant de plus en plus menaçants. Ce n'est que lorsque deux pompiers volontaires ont perdu la vie qu'il s'est senti obligé de revenir de ses vacances à Hawaï.

À présent, les hommages appuyés du Premier ministre au courage et au dévouement des pompiers sont devenus insupportables.



SHANE CHALKER REUTERS

Plusieurs personnes ont refusé de lui serrer la main lors d'une visite sur un des lieux du désastre, début janvier. Devant les caméras, un pompier l'a même vertement traité de c..., répétant l'épithète à l'attention de tout son gouvernement, et précisant que les pompiers mettaient leur vie en danger non pas pour lui faire plaisir, mais pour protéger la population, malgré la politique des dirigeants du pays.

Le chef des pompiers de Nouvelle-Galles du Sud, un État pourtant dirigé par la coalition de Morrison, a aussi critiqué, quoique plus poliment, le gouvernement qui avait repoussé depuis un an et demi l'attribution d'un budget pour accroître la flotte aérienne de la lutte anti-incendie. À présent seulement, face à l'indignation de la population,

Morrison annonce que les besoins des pompiers et les nécessités de financer la reconstruction seront pris en compte, semblant ne plus vouloir évoquer le prétexte de l'austérité budgétaire. L'annonce de la mobilisation de 3 000 soldats réservistes a aussi été dénoncée par le chef des pompiers, qui l'a apprise par les médias, comme un geste inutile d'un Premier ministre désireux de faire oublier son inaction générale.

C'est aussi sous la pression que, ces derniers jours, les autorités ont accepté d'indemniser en partie les journées de salaire perdues par les pompiers volontaires, qui ont quitté leur travail plusieurs semaines pour se battre contre les feux. Auparavant, elles s'y étaient refusées, malgré les avertissements sur les risques d'une saison des

feux particulièrement féroce et la perspective d'une diminution des vocations de pompier volontaire dans les zones rurales, impliquant de perdre tout ou partie de son salaire.

Face à cette catastrophe, pourtant annoncée, le gouvernement australien montre qu'il a la vue particulièrement courte et ne réagit qu'une fois la catastrophe hors de contrôle. Mais, alors que le réchauffement climatique ne peut qu'accroître la fréquence et l'intensité de tels cataclysmes, et pas seulement aux antipodes, son irresponsabilité révoltante est à l'image de celle de la plupart des dirigeants du monde, plus soucieux de contenter les grands groupes capitalistes que de préparer l'avenir et de sauver les populations.

Lucien Déroit

## La faillite d'un système

L'Australie n'est pas un pays du tiers-monde ne disposant pas des moyens matériels, financiers, technologique et humains capables de combattre avec quelque efficacité une catastrophe prévisible. Tout au contraire, l'Australie est un quasi-continent et un État riche à milliards.

Si l'un des pays les plus exposés aux incendies dans le monde manque cruellement des moyens modernes de détection et d'action pour faire face aux dangers d'incendie, ce n'est par manque de moyens : la marine australienne, qui n'a à combattre aucun danger imminent d'invasion, a acquis, dans le cadre d'un marché avec la France, des milliards de nouveaux équipements d'armement qui ne serviront sans doute jamais (et il faut l'espérer). Combien de centaines de Canadair, d'engins de chantier capables de tracer des milliers de coupe-feu dans le pays ; combien de dizaines de milliers de postes

d'observation, avec un matériel d'intervention immédiate comme cela existe dans bien d'autres domaines et capable d'intervenir dans les secondes suivant le démarrage d'un incendie cela représente-t-il ? Oui, combien de moyens ces milliards dilapidés auraient-ils permis de mettre en place ?

Quant à mobiliser des milliers d'hommes et de femmes pour combattre le danger, le pays le pouvait aussi largement depuis quatre mois. Ses dirigeants l'ont fait en moins de temps et à plusieurs reprises. D'abord en 14-18 lors de la Première Guerre mondiale, puis lors de la Deuxième



Sydney, grande ville d'un pays riche.

Guerre mondiale, où par dizaines de milliers les Australiens ont sacrifié leur vie, à des dizaines de milliers de kilomètres de chez eux, pour le bonheur des grands trusts capitalistes de la planète. Lors de la guerre du Vietnam aussi, des dizaines de milliers de jeunes ont été réquisitionnés de force. Et encore plus récemment, toujours

pour les opérations de brigandage de l'impérialisme.

Mais mobiliser la population et tous les moyens de l'armée, cela s'avère impossible quand tout le pays part en fumée. Il faut qu'à Sydney les affaires financières continuent, malgré la fumée qui obscurcit le ciel, sur le principe « business as usual », les affaires comme

à l'ordinaire.

L'Australie n'est pas un pays à part, le plus mauvais de la classe des pays avancés. Il est à l'image du monde capitaliste, et la colère que cela peut soulever doit rejailir sur tout ce système qui étale là ce qu'il vaut : « Le meilleur de lui-même a le goût de brûlé ».

Paul Sorel